

M. MacInnis: Tandis que le premier ministre examinera ma question, voudra-t-il bien aussi envisager l'incertitude dans laquelle vivent les mineurs du Cap-Breton à cause de la société injuste qu'il fait régner?

L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'EXEMPTION DES VIEILLARDS PENSIONNÉS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre des Finances. Comme le ministre a décidé de ne présenter qu'après le congé de Pâques son bill visant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, va-t-il songer dès maintenant à y inclure, lors de sa présentation, une clause pour exempter désormais de l'impôt sur le revenu les gens qui ne disposent que de leur pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Il s'agit tout simplement d'un changement aux exemptions, non prévu dans la résolution que j'ai présentée à la Chambre. Comme mon ami le sait, tout le problème des exemptions des particuliers et de la réforme fiscale est à l'étude. J'espère présenter un Livre blanc à ce sujet au mois de juin.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre ne sait-il pas que nous avons modifié le Règlement depuis l'adoption de cette résolution et que le bill qu'il va maintenant présenter sera un nouveau projet de loi et qu'il pourrait le modifier de façon à y inclure cette disposition?

L'hon. M. Benson: Je sais très bien que je pourrais modifier le bill.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le ministre a dit qu'il «espérait» présenter le Livre blanc en juin, alors que nous croyions qu'il s'agissait d'une chose décidée; faut-il y voir non plus une assurance, mais simplement un espoir de la part du ministre?

L'hon. M. Benson: L'expérience m'a appris qu'en matière de gouvernement tout se résumait à un espoir. J'ai l'intention de présenter un Livre blanc en juin si la chose se révèle possible.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, comme le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'est pas ici aujourd'hui, le ministre des Finances pourrait-il faire savoir à la Chambre que ces questions qu'a soulevées le député de Winnipeg-Nord-Centre au sujet du relèvement de

[Le très hon. M. Trudeau.]

l'exemption pour ceux qui bénéficient d'une pension feront partie de l'étude entreprise en ce moment par son ministère sur les questions relevant de la prévoyance sociale et ainsi de suite.

L'hon. M. Benson: Je ne doute pas que toutes les dispositions régissant notre programme de sécurité sociale soient l'objet de l'examen et de l'étude du ministère.

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

LE PROGRAMME ABM—L'UTILISATION DE BASES CANADIENNES PAR LES ÉTATS-UNIS

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Défense nationale.

Je voudrais lui demander s'il est prêt à répondre aujourd'hui à la question que j'ai posée au très honorable premier ministre mercredi dernier, soit le 26 mars, à savoir si le Canada s'est engagé ou a consenti à permettre au gouvernement américain de se servir des bases canadiennes situées dans le Grand Nord canadien, afin d'établir un système d'alerte aéroporté, et si le gouvernement s'est engagé à fournir ces bases ou à permettre aux États-Unis d'utiliser de telles bases sur notre territoire?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je demanderais la permission d'étudier cette question.

[Traduction]

LES SERVICES MÉDICAUX AUX PERSONNES À CHARGE DES MILITAIRES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Est-il exact que les services médicaux assurés aux personnes à charge des militaires canadiens soient suspendus depuis hier et dans ce cas, cette suspension découle-t-elle de l'instauration de l'assurance frais médicaux dans la province du Manitoba?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je vais vérifier, mais cela me surprendrait. Je sais que nous sommes en train d'aligner nos tarifs sur les tarifs provinciaux. C'est le seul changement, je pense, qui ait été envisagé. Il faudra que je vérifie la chose mais cela m'étonnerait beaucoup.

[Plus tard]

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, on m'a fourni